

Rapport moral – Assemblée générale du 25 septembre 2020

Notre assemblée générale 2019 se déroule bien tardivement cette année, 18 mois après l'AG 2018. Notre rapport moral et d'orientation doit prendre en compte la réalité de la vie du collectif alors que l'exercice 2020 est en grande partie réalisé. Lors du CA du 22 mars 2019, Jean-Claude Boual avait été réélu président du CAC, en précisant « qu'il occupe (cette fonction) depuis 4 ans et propose de se donner 6 mois pour préparer le changement de présidence et mettre en place une équipe renouvelée. » C'est donc le 22 novembre 2019 qu'une nouvelle réunion de notre instance en a pris acte et a voté sur une nouvelle présidence « jusqu'à la prochaine AG d'avril 2020 » (qui a été quelque peu repoussée). Alors que Jean-Claude reste un membre essentiel du CAC - nous savons tous la qualité et l'importance de son regard sur la vie politique - je tiens à le remercier pour tout ce travail accompli durant ces 4 années.

Une vie statutaire largement ouverte

Le Conseil d'administration est un lieu de fonctionnement démocratique, permettant de mettre en débat nos idées, de valider nos décisions, d'arrêter nos comptes et notre Budget prévisionnel avant d'être soumis à l'AG et d'assurer notre rôle d'employeur dans le respect de la convention de l'animation. Mais le « CAC » est avant tout un organe vivant et le livre de nos 10 ans rappelle le cheminement nous ayant amené à nous constituer en association. Nous maintenons comme central notre travail en réunions plénières, en assemblées ouvertes, et en groupes de réflexion élargis. Nous nous appuyons sur un réseau d'acteurs, femmes et hommes apportant leur contribution, associations et réseaux adhérents, collectifs auxquels nous participons. Nous nous enrichissons de toutes ces approches qui nourrissent la réflexion au sein du CAC.

Le CAC c'est tout cela, et le rapport d'activité en restitue l'ensemble. Pour ce qui est de nos orientations, il convient de s'attacher à ce que nous sommes et ce pour quoi nous sommes reconnus.

1- Nos analyses, notre regard : le CAC est un collectif d'intelligence citoyenne. Sur les sujets de société comme sur les lois et réglementations, le CAC mobilise les compétences de ses membres adhérents pour apporter des éléments d'analyse et de compréhension. Pour cela le CAC se situe dans une approche politique.

2- Notre posture : le CAC n'est pas dans une position de neutralité à l'égard de la société. Au-delà d'une critique constructive, le CAC vise à construire une pensée se projetant dans un monde de solidarité, faisant respecter droits culturels, justice sociale et enjeux écologiques.

3- Nos principes : le CAC s'appuie sur une charte comme « ciment de l'action », cherchant à promouvoir l'intérêt général et le bien commun, « pour reconstruire une société à finalité humaine ».

Tout au long de l'année 2019, et encore durant ces mois éprouvants de 2020, nous avons pu confirmer ce que sont et ce que font les associations dans leur diversité. Nous voyons à la fois comment elles structurent le paysage local, défendant les libertés, faisant vivre les solidarités, développant le bien vivre, veillant à la protection de la planète, de ses ressources, et en agissant contre les projets lucratifs guidés par le seul intérêt du profit.

Le CAC n'agit pas seul. Les reculs sur les méga-projets inutiles, comme EuropaCity dans le triangle de Gonesse, l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, le port de Brétignoles ou la mine d'or en Guyane, ne doivent pas cacher les enjeux économiques prédateurs qui demeurent et menacent en s'attaquant : à la préservation des terres agricoles, au trafic aérien et aux modes de déplacement, à la conservation du littoral, ou à l'exploitation des richesses du sous-sol. L'auto-organisation collective qui s'incarne dans ces luttes relève de cette conception d'une démocratie active comme mode de gouvernance. Les Associations Citoyennes ont pour enjeu commun d'agir sur la société pour la transformer.

Urgence sociale, économique, démocratique

A l'occasion de cette Assemblée générale, nous nous devons de dire un mot de l'analyse que nous faisons de cette longue séquence liée à la crise sanitaire.

L'usage même du mot « crise » nous pose question. Comme il en a été de la crise des subprimes qui a vu s'effondrer une partie de l'économie mondiale, crise financière qui n'était finalement que la conséquence de politiques spéculatives assumées par les grands groupes financiers et les banques d'affaire. Crise dont les principales victimes auront été les petits épargnants et les millions de personnes ayant répondu à des offres de prêt alléchantes.

La crise sanitaire était prédite dans de nombreux rapports qui alertaient sur une possible « maladie x » telle que nommée dans un rapport de l'OMS de 2018. Daniel Tanuro nous rappelle que « la distance entre les animaux porteurs et Homo Sapiens est affaiblie du fait des pratiques de l'extractivisme et du productivisme ». Le problème, c'est le système, comme le proclament de nombreuses banderoles que l'on retrouve dans les manifestations des gilets-jaunes, les marches pour le climat ou les mouvements sociaux comme celui contre la réforme des retraites.

2019 et cette année 2020 sont en ce sens des années clés où la rupture avec un système entièrement soumis aux objectifs de rentabilité à court terme et de l'accumulation du capital, émerge. Les associations citoyennes ont une place fondamentale dans ce contexte. Loin de se positionner sur le champ politique de la prise de pouvoir, elles œuvrent quotidiennement à dessiner les contours d'un « monde d'après ». Fait caractéristique du gouvernement actuel, la volonté d'initier des Grenelles, des Ségur, ou des grands débats sur tout sujet. Mais les consciences ne sont pas aussi manipulables quand les injustices sociales et le pillage de la planète deviennent insupportables. Ainsi le Grand débat suite au mouvement des Gilets Jaunes a-t-il accouché d'une souris, tandis que la Convention citoyenne pour le climat est allée certainement beaucoup plus loin dans les propositions que ce que le gouvernement pouvait penser. Notre vigilance sera totale contre toute manipulation du débat public.

La mobilisation pour le 12 octobre que nous avons initié, tout comme nos appels à se joindre aux mouvements sociaux, montrent combien il est difficile d'agir ensemble. Et les faibles taux de participation, quelques soient les élections, font percevoir l'illusion démocratique d'un monde politique de plus en plus étranger aux hommes et femmes qui ne trouvent plus de réponse à leurs questions. Les champs de résistance, sur le numérique, le technologique, le culturel, le social ... sont immenses. Et la constitution de collectifs, pour soutenir les alternatives citoyennes avec le Transiscope, défendre les libertés associatives au sein de L.A. Coalition, agir pour une économie de la coopération au sein du MES, ou interpellier les élu.es politiques avec le Pacte pour la Transition, pour ne prendre que ces exemples, constituent un vrai espoir d'action collective. La multiplication de listes citoyennes aux élections municipales, avec de belles réussites, tout comme l'élection de maires d'une nouvelle génération, souvent avec la participation d'acteurs associatifs, laisse entrevoir des possibilités de sortir les associations de leur rôle de « partenaire-prestataire » et les faire reconnaître comme acteurs des politiques publiques.

C'est en relevant tous ces défis que le CAC doit s'affirmer. L'appel « Plus Jamais Ça » est un des espaces possible de l'action mais il ne se substituera pas au besoin d'émergence d'une démocratie ascendante, reconnaissant l'initiative des acteurs des territoires, ceux de la solidarité, du « prendre soin », de l'éducation populaire et de la culture, acteurs invisibilisés porteur d'un nouvel associationnisme du XXI^{ème} siècle.

- Un CAC utile, reconnu, espace libre d'individus, d'associations et de réseaux qui s'unissent pour développer analyses et propositions et construire, en complémentarité de services publics garantis, une société humaine.
- Un CAC partageant des enjeux communs avec ses membres et agissant pour relever les enjeux écologiques, sociaux et culturels d'un monde de demain.
- Un CAC partenaire des politiques publiques, construisant des politiques locales volontaristes avec des associations pleinement reconnues.